

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 29/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOBELOC

ZA Ouest Les Fontaines Chaudes
78660 Ablis

Code AIOT : 0006511836

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2024 dans l'établissement SOBELOC implanté ZA Ouest Les Fontaines Chaudes 78660 Ablis. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'Inspection des installations classées s'est rendue sur le site de la société SOBELOC-AUTIN dans le cadre des suites de l'inspection du 28 février 2023 ayant conduit à la rédaction d'un arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de ladite société.

L'inspection a également procédé aux contrôles de la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) présents sur le site ainsi que de la bonne utilisation par l'exploitant de l'outil Trackdéchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOBELOC
- ZA Ouest Les Fontaines Chaudes 78660 Ablis
- Code AIOT : 0006511836
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOBELOC-AUTIN emploie actuellement un effectif de 15 personnes. Les installations du site d'Ablis accueillent différentes activités à savoir :

- la réception de déchets de métaux ferreux et non ferreux, tri et regroupement ;
- la réception de déchets issus d'activités économiques (DAE) et tri, regroupement par famille : bois, papiers, cartons, gravats, déchets ultimes (résidus non triables) ;
- l'exploitation d'une presse-cisaille de métaux ferreux ;
- la dépollution de VHU.

Contexte de l'inspection :

- Contrôle de respect de mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Trackdéchets RNDTS
- AN24 Trafic D3E

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|--------------------------|
| 1 | Suivi Mise en demeure | AP de Mise en Demeure du 26/04/2023, article 1 | Levée de mise en demeure |
| 2 | Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE | Code de l'environnement du 01/01/2019, article R.511-9 | Sans objet |
| 3 | Contrat avec un éco-organisme | Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.543-200-1 | Sans objet |
| 4 | Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants | Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'équipe d'inspection a pu constater le bon respect de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure demandant à l'exploitant de mettre en place un dispositif de séparation de la cellule des déchets cartons des autres cellules de déchets. Au regard de ces constats, il est proposé par l'équipe d'inspection de considérer que l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°78-2023-04-26-00005 du 26 avril 2023 pris à l'encontre de la société SOBELOC-AUTIN a été suivi d'effet.

Il a également été constaté une bonne utilisation du logiciel Trackdéchets par l'exploitant ainsi que l'existence d'un contrat passé avec l'éco-organisme "Ecosystem" conformément à l'article R.543-200-1 du Code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi Mise en demeure

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/04/2023, article 1 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Récolement de mise en demeure |
| Prescription contrôlée : La société SOBELOC-AUTIN est mise en demeure, pour son établissement situé à Ablis, ZA Ouest Les Fontaines Chaudes, de respecter les dispositions de l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral du 11 juin 2015 dans le délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté : - soit en mettant en place une benne de 30 m ³ permettant le stockage des déchets de carton ; - soit par la mise en place de mesures complémentaires assurant un niveau de protection de l'environnement similaire et une bonne séparation de la case carton des autres cases de stockage de déchets. |
| Constats : L'équipe d'inspection constate le respect de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure (ref : 78-2023-04-26-00005) par la mise en place de murs type « méga-bloc » permettant la séparation de la case carton des autres cases de stockage de déchets. |



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2019, article R.511-9

Thème(s) : Actions nationales 2024, Classification de l'installation contrôlée

Prescription contrôlée :

La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Annexe 1 : Nomenclature et rubrique des installations classées pour la protection de l'environnement.

Quantités de DEEE présents sur site. Rubrique 2711 de la nomenclature des ICPE prévue à l'article R.511-9 du code de l'environnement : « Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719 »

Le volume susceptible d'être entreposé étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³ : Enregistrement ; 2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³: Déclaration contrôlée.

Constats :

L'exploitant informe l'équipe d'inspection de la présence de déchets d'équipements électriques (DEEE) sur son site. Ces déchets sont présents en vrac et en petites quantités dans des bennes de déchets de métaux.

Les quantités présentes sur l'installation sont néanmoins inférieures au seuil de classement sous le régime de la déclaration de la rubrique 2711 des installations classées (quantité inférieure à 100 m³).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrat avec un éco-organisme

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R.543-200-1 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Contractualisation avec un éco-organisme ou système individuel agréé |
| Prescription contrôlée : Prescription contrôlée : I. – Au sens du présent article, on entend par : 1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ; 2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes. II. – Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat. III. – Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits. IV. – Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II. V. – Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1. S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix. Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques. La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique. |
| Constats : L'équipe d'inspection constate la présence de DEEE dans des quantités inférieures à 100 m ³ mais |

de petites quantités peuvent se retrouver sur le site indépendamment de la volonté de la société SOBELOC-AUTUN consécutivement à la réception de bennes mal triées.

L'exploitant présente à l'équipe d'inspection le contrat de gestion des DEEE qui le lie avec l'éco-organisme « Ecosystème » en date du 11 mai 2023. L'équipe d'inspection rappelle à l'exploitant qu'un contrat passé avec un éco-organisme agréé ne le soustrait pas à ses obligations en matière de réglementation ICPE. A ce titre, il est rappelé à l'exploitant de maintenir un volume de DEEE présents sur son site inférieur à 100 m³ (c'est à dire sous le seuil de classement sous la rubrique 2771 – Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 de la nomenclature des ICPE. Sinon, la démarche administrative visant à solliciter le classement devra être réalisée au préalable d'une éventuelle augmentation d'activité).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45

Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – Utilisation de Trackdéchets

Prescription contrôlée :

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Constats :

L'équipe d'inspection consulte le compte Trackdéchets de l'exploitant. Il est constaté le bon renseignement du numéro SIRET propre au site situé sur le territoire de la commune de ABLIS.

L'équipe d'inspection procède au contrôle par échantillonnage d'un bordereau de suivi de déchets dangereux (BSDD) et d'un bordereau de suivi de déchets non dangereux (BSD).

Concernant le BSDD daté du 15 décembre 2023 correspondant à des déchets de batteries, l'équipe d'inspection constate que le code déchets est bien renseigné (16 06 01*) pour un volume de 14,56 tonnes et que l'installation dans laquelle ont été expédiés ces déchets dangereux est autorisée à les traiter (société Ecobat Ressources à Bazoches-les-Gallerandes).

Le second bordereau contrôlé correspond à des déchets de gros équipements ménagers considérés comme des DEEE. Là encore, l'équipe d'inspection constate le bon renseignement du code déchet (20 01 36) et que l'installation de destination est autorisée à les recevoir (STLG Recyclage à Emans).

Type de suites proposées : Sans suite